

La contribution des mesures fiscales à accroître la performance des entreprises marocaines : Etude exploratoire

AMRI Abdelkarim¹, EL MEZOUARI Said²

¹Ab.amri@uhp.ac.ma

²elmezouarisaid@gmail.com

Article soumissionné le 07/11/2021 ; accepté le 15/02/2022 ; publié le 01/09/2022

Résumé — Le monde fait face actuellement à une crise sanitaire aux incidences économiques et sociales inédites. Le Maroc, à l'instar des autres pays, a été fortement affecté par les conséquences de ladite crise, mettant à rude épreuve autant les capacités de son dispositif sanitaire à répondre à une forte demande de soins que la résilience de son économie à absorber les répercussions de cette crise inédite. Cet article a pour objectif d'explorer les pratiques de gestion fiscale qui ont été mis en œuvre par l'administration publique afin de promouvoir la performance des entreprises en difficulté. A cet effet, une étude qualitative exploratoire est menée auprès de trois opérateurs. La méthode de collecte des données adoptée est l'entretien semi directif et l'analyse du contenu est faite sur Nvivo. Les questions adressées aux 5 managers des cas sélectionnés sur la base des critères quantitatifs et qualitatifs, sont issues de la revue de littérature développée et qui a porté sur la définition des mesures fiscales instaurées par l'administration fiscale ainsi que leurs gestions et leurs impacts sur la performance.

Suite aux résultats obtenus, les organisations concernées sont conscientes du poids de la fiscalité comme étant un catalyseur de la performance. L'étude a conclu qu'un effort

considérable demeure à déployer en matière de la fiscalité notamment en ce qui concerne les allègements en matière de TVA.

Mot clés — Fiscalité, Maroc, Administration publique, Performance, Entreprises.

INTRODUCTION

Le monde fait face actuellement à une crise sanitaire aux incidences économiques et sociales inédites. Le Maroc, à l'instar des autres pays, a été fortement affecté par les conséquences de ladite crise, mettant à rude épreuve autant les capacités de son dispositif sanitaire à répondre à une forte demande de soins que la résilience de son économie à absorber les répercussions de cette crise inédite.

Pour faire face à cette situation, les pays membre de l'OCDE et d'autres ont entrepris plusieurs mesures pour faire face aux répercussions de la crise.

Le Maroc comme d'autres Etat s'est engagé depuis le commencement de la crise à entreprendre des mesures sur les différentes échelles impliquant tout le corps étatique pour faire face à ce fléau, d'abord en instaurant l'état d'urgence sanitaire et en second en créant le comité de veille économique chargé de suivre et d'évaluer la situation économique du pays.

Ainsi un fonds spécial pour la gestion de la pandémie du COVID-19 a été mis en place suite aux instructions de sa majesté le roi Mohamed 6 pour appuyer les décisions entreprises par le comité de veille économique.

Suite aux recommandations de la CVE l'état s'est engagé à travers des circulaires du ministère de l'économie et des finances à mettre au point des mesures d'allègements fiscale pour venir en aide aux entreprises et aux ménages en difficulté.

L'intérêt de ce travail est de répondre à la question suivante : est ce que les dispositifs fiscaux prises pendant la pandémie du covid 19 ont pu alléger la situation financière des entreprises marocaines ?

Notre travail s'organise comme suit : (1) synthèse de la revue de littérature sur les différents allègements fiscaux à l'échelle nationale ainsi qu'à travers quelques mesures entreprises à travers le monde. (2) présentation de notre méthodologie de recherche et enfin (3) synthèses des résultats saillants de l'étude.

Etat de lieu des mesures fiscales entreprises par le ministère de l'économie et des finances au Maroc et par quelques pays membres de l'OCDE :

Nous entamerons notre étude par la description des différents allègements fiscaux entrepris par le gouvernement marocain.

Mesures d'accompagnement au profit des établissements et entreprises publics¹ :

- Les établissements et les entreprises publics continueront à engager les dépenses qu'ils jugent opportune ;

¹ Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, Circulaire MEFRA -EEP COVID19 VERSION FRANCAISE Mesures d'accompagnement au profit des Etablissements et Entreprises Publics pour assurer des souplesses dans la gestion pendant la période de l'état d'urgence sanitaire liée à la Pandémie du coronavirus « #COVID19 »

- Les contrôleurs d'état continueront à examiner les dossiers d'appels d'offres à distance et à transmettre leurs observations par voie électronique tout en accompagnant lesdits établissements ;
- Le visa préalable, par les contrôleurs d'état, des marchés et des contrats de droit commun conclus pendant la période d'urgence sanitaire, par les EEP concernés n'est pas requis. Ces établissements publics sont tenus de transmettre aux contrôleurs d'état, par voie électronique, des copies des dossiers relatifs aux marchés et contrats conclus durant cette période ;
- Les trésoriers payeurs, les agents comptables et les fondés de pouvoir sont invités à prendre les diligences nécessaires pour accélérer le paiement. Pour la signature des ordres et moyens de paiement, les trésoriers payeurs, les agents comptables et les fondés de pouvoir doivent se limiter aux pièces justificatives transmises, par voie électronique, par les ordonnateurs, sachant que les copies certifiées conformes à l'original de ces pièces justificatives doivent être remises aux prairies dès la fin de l'état d'urgence sanitaire.
- Les établissements et entreprises publics sont :
 1. invités à télécharger les dossiers d'appels d'offre du portail des marchés publics ;
 2. Autorisés à procéder à l'ouverture des plis à huit clos au lieu de la séance publique ;
 3. Appelés à prioriser le recours à la voie électronique pour l'échange et communication avec les concurrents et réduire des documents physiques ;
 4. Les EEP peuvent accorder, aux prestataires qui le demandent, un délai supplémentaire équivalent au délai de l'état d'urgence sanitaire annoncée par les pouvoirs publics.
- Les directeurs généraux et directeurs sont invités à accélérer l'établissement des comptes annuels au titre de l'exercice 2019. Ils sont autorisés à procéder aux diligences de communication et de publication de ces comptes et également à verser les produits revenant au budget de l'état conformément aux dispositions de la loi de finances 2020.

Traitement fiscal de l'indemnité d'assistance allouée par une entreprise en difficulté, au personnel en arrêt temporaire du travail² :

- Les entreprises doivent remplir les conditions d'une entreprise en difficulté à cause de la pandémie, et le salarié doit être dans une situation d'empêchement temporaire d'exercer ses fonctions ;
- A l'expiration de chaque mois, un état d'information doit être transmise à la DGI par voie électronique par les employeurs. ;

Cette indemnité est exonérée dans la limite de la durée de l'état d'urgence sanitaire, elle revêt le titre d'une somme allouée dans les circonstances particulières de l'arrêt total

² Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, Note circulaire : Traitement fiscal de l'indemnité d'assistance allouée par une entreprise en difficulté, au personnel en arrêt temporaire du travail.

du travail. Cette indemnité devra être versé dans la limite de 50% du salaire net moyen après impôt, hors rémunération et primes. Si le bénéficiaire aurait bénéficié de l'indemnité forfaitaire de la CNSS, cette indemnité entrera dans le plafond de 50% déjà mentionné ;

- Afin de permettre à l'administration fiscale de contrôler la sincérité des informations, les employeurs seront tenus de présenter toutes justifications et tous documents nécessaires. En cas de fausse déclaration, cela entraînera la déchéance de l'exonération ainsi le contrevenant sera poursuivi en paiement du complément des droits.

Consécration de la déductibilité des dons en argent ou en nature octroyés à certains organismes opérant dans l'intérêt général³ :

- Cette contribution aura le caractère d'une charge comptable déductible du résultat fiscal conformément à la disposition de l'article 247 bis du code général des impôts introduit par la loi de finances rectificative pour l'année 2020. Il s'ensuit que sur le plan fiscal, l'étalement de la déduction de la charge correspondant à la contribution au fonds précité est admis sur une période de cinq (5) exercices à partir du premier exercice de sa constatation en comptabilité.

Taux d'intérêt déductible des comptes courants d'associés⁴ :

- L'arrêté n° 1003-20 du 23 mars 2020 pris par le ministre de l'économie et des finances a fixé, pour l'exercice 2020, le taux maximum des intérêts déductibles des comptes courants créditeurs d'associés à **2,23 %**.

Plan de relance industrielle⁵ :

- Le dispositif « **DAMANE OXYGENE** » qui est un produit de garantie introduit par la Caisse Centrale de Garantie (CCG) visant la couverture d'un découvert exceptionnel à hauteur de 95%, a été mis en place au profit des TPME et des entreprises de taille intermédiaire réalisant un Chiffre d'Affaires entre 200 millions et 500 millions de dirhams et dont l'activité a été impactée par la crise. Au 16 octobre 2020, près de 49.360 entreprises ont bénéficié de cette garantie pour un montant total de 17,31 milliards de dirhams ;
- Instauration d'un crédit d'un montant pouvant atteindre 15.000 dirhams à un taux zéro au profit des autoentrepreneurs impactés par la crise.

³ Covid 19 Dernières mesures fiscales au Maroc <https://www.gide.com/fr/actualites/covid-19-dernieres-mesures-fiscales-au-maroc>

⁴ Covid 19 Dernières mesures fiscales au Maroc <https://www.gide.com/fr/actualites/covid-19-dernieres-mesures-fiscales-au-maroc>

⁵ Covid 19 : mesures en faveur des entreprises au Maroc <https://cms.law/fr/mar/news-information/covid-19-mesures-en-faveur-des-entreprises-au-maroc>

L'exonération de l'IR du salaire mensuel brut plafonné à 10 000 dirhams versé par une entreprise, association ou coopérative à un salarié qui a perdu de manière involontaire son emploi pour des raisons liées à la crise durant la période allant du 1er mars 2020 au 30 septembre 2020⁶.

- Cet avantage est accordé au salarié recruté pendant l'année 2021 pendant les 12 premiers mois à compter de la date de son recrutement, ce salarié doit toutefois produire une attestation de perte d'emploi entre le 1er mars et le 30 septembre 2020 à cause des répercussions de la crise sanitaire et justifier avoir bénéficié de l'indemnité pour perte d'emploi.
- Ainsi les employeurs doivent produire une déclaration comportant la liste des salariés bénéficiant de l'exonération susvisée à faute d'être régularisé d'office.

Autres mesures complémentaires⁷ :

- Octroi d'une indemnité forfaitaire mensuelle nette de 2000 dirhams au profit des salariés affiliés à la CNSS, temporairement en arrêt du travail parallèlement à la suspension du paiement des charges sociales jusqu'au 30 juin 2020 ;
- Report du dépôt des déclarations fiscales pour les entreprises et les personnes physiques au 30 juin ;
- Suspension des contrôles fiscaux et des ATD jusqu'au 30 juin 2020 jusqu'au 30 juin 2020.

Nous poursuivrons notre étude par mettre en évidence les réponses de politiques fiscales et budgétaires à la crise du coronavirus introduits à travers le monde :

Mesure en faveur des entreprises⁸ :

- a) *Soutenir la trésorerie des entreprises :*
 - Pour alléger la trésorerie des entreprises le dispositif le plus utilisé est celui de garantie des emprunts, d'autres dispositifs s'ajoutent telque les prêts sans intérêt, les subventions directes d'un faible montant et le report du paiement des coûts non salariaux des entreprises comme les loyers ou les intérêts (aux États-Unis, en République slovaque et en Suède, par exemple) ;

⁶ Covid 19 : mesures en faveur des entreprises au Maroc <https://cms.law/fr/mar/news-information/covid-19-mesures-en-faveur-des-entreprises-au-maroc>

⁷ Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, Mesures financières et économiques prises par notre pays pour faire face à la crise causée par la pandémie du Covid-19 :Axes d'intervention de M. le Ministre devant la chambre des représentants.

⁸ Les réponses de politiques fiscale et budgétaire à la crise du coronavirus : Accroître la confiance et la résilience Mis à jour le 19 mai 2020

<https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/les-reponses-de-politiques-fiscale-et-budgetaire-a-la-crise-du-coronavirus-accroitre-la-confiance-et-la-resilience-32128119/>

- Plus d'un quart (28 %) des pays de l'OCDE et du G20 ont aussi introduit des mesures pour accorder aux entreprises assujetties à l'impôt un délai supplémentaire pour déposer leurs déclarations ;
 - Certains pays ont introduit des mesures autorisant un report en arrière des déficits pour l'exercice 2020, ce qui permettra aux contribuables d'imputer leur déficit fiscal de 2020 sur les bénéfices réalisés au cours des exercices précédents (États-Unis, Norvège, Pologne et République tchèque) ;
 - L'exonération des impôts fonciers et la suppression de l'imposition forfaitaire pour les petites entreprises et, dans certains cas, la réduction des redevances de consommation d'eau ou des taxes sur les véhicules ont aussi été mis en œuvre.
 - L'Italie a accordé un crédit d'impôt aux ateliers et aux magasins à hauteur de 60 % du montant du loyer dû pour le mois de mars 2020. Certains pays ont également supprimé des prélèvements propres aux entreprises du tourisme et aux compagnies aériennes, et d'autres ont réduit ou supprimé les taxes à l'importation sur les intrants utilisés dans certains secteurs (dont le transport aérien, le tourisme et l'industrie manufacturière).
 - L'une des plus courantes des mesures, adoptée par un tiers des pays, a été l'accélération des remboursements d'impôts (TVA et autres contributions) aux contribuables dont l'administration est débitrice.
- b) Aider les entreprises à conserver leurs salaires :*
- De nombreux pays aident les entreprises à conserver leurs salariés en introduisant des dispositifs de chômage partiel, en les rendant plus généreux ou en facilitant l'accès ;
 - Quelques pays encouragent le maintien de la main-d'œuvre en étendant le bénéfice des allocations chômage à ceux qui sont mis en chômage technique ou dont le temps de travail est réduit. Ces prestations sont accordées à condition que les salariés conservent leur emploi chez leur employeur. Pour ces salariés, l'employeur peut faire une demande d'allocations chômage (Islande et Pays-Bas, notamment).
- c) Mesures concernant la TVA destinées à soutenir la trésorerie des entreprises :*
- Un report du paiement de la TVA, accompagné le cas échéant d'un assouplissement temporaire des procédures d'exonération de la TVA sur les créances irrécouvrables et d'un accès élargi aux régimes de comptabilité de caisse.

Mesure en faveur des ménages⁹ :

- d) Renforcer la trésorerie des ménages :*
- Plusieurs pays ont allongé les délais de dépôt des déclarations d'impôt. Ces mesures concernent pour l'essentiel l'impôt sur le revenu, mais dans certains pays, elles se rapportent aux impôts fonciers comme en Chili. Les autres mesures fiscales comprennent l'accélération du remboursement du trop-perçu au titre de l'IRPP et l'assouplissement des dispositifs de règlement des dettes. Parmi les mesures non fiscales figurent le déblocage anticipé des fonds Superannuation en Australie, le report

⁹ Les réponses de politiques fiscale et budgétaire à la crise du coronavirus : Accroître la confiance et la résilience Mis à jour le 19 mai 2020

<https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/les-reponses-de-politiques-fiscale-et-budgetaire-a-la-crise-du-coronavirus-accroitre-la-confiance-et-la-resilience-32128119/>

du paiement des intérêts sur les prêts hypothécaires pour la résidence principale (en Espagne, par exemple) et le report du paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité.

e) Augmentation des allocations pécuniaires en faveur des plus vulnérables :

- De nombreux pays de l'OCDE et du G20 disposent de systèmes de protection sociale qui octroient un revenu de remplacement aux ménages affectés par la maladie, une perte d'emploi ou une chute de leurs revenus. Ces systèmes amortissent les pertes de revenu de nombreux travailleurs et font office de stabilisateurs automatiques.
- Le Chili a introduit une prime pour ceux qui sont dépourvus d'un emploi formel, laquelle devrait bénéficier à deux millions de personnes. Certaines prestations ont aussi été accordées aux familles (via une majoration des allocations familiales, par exemple). La Nouvelle-Zélande a modifié provisoirement son crédit d'impôt lié à l'exercice d'un emploi en supprimant le plafond appliqué aux heures de travail, afin que les travailleurs dont le nombre d'heures est inférieur à ce seuil puissent toujours demander à en bénéficier.

METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Posture épistémologique

Notre étude s'inscrit dans une logique hypothético-déductive. Nous avons déduit les hypothèses de départ à partir de la littérature, ensuite une étude terrain exploratoire a été menée afin de confirmer ou infirmer ces hypothèses.

Les hypothèses de recherche :

En partant des variables sélectionnées pour l'analyse de notre problématique de recherche, nous avons établi les hypothèses suivantes :

H1 : Les allègements fiscaux entrepris par l'administration fiscale ont eu un impact sur la performance des entreprises (perception positive)

H2 : Les allègements fiscaux entrepris par l'administration fiscale n'ont pas eu d'impact sur la performance des entreprises (perception négative)

La démarche méthodologique :

Afin de collecter les informations nécessaires et tester les hypothèses ci-dessus, on a choisi comme méthode, l'enquête par entretien semi-directif.

Cette enquête a été renseignée par 5 répondants, principalement par administration en face à face.

Les questions de l'entretien semi-directif sont présentées dans l'annexe 1 et comprend 7 questions réparties sur 2 sections :

- Section 1 : Attitude des entreprises envers les allègements fiscaux.
- Section 2 : La sensibilité face à la pandémie.

Section 1 : Attitude des entreprises envers les allègements fiscaux.

Cette section de l'entretien comprend 1 questions regroupant les différents allègements présentés par la fiscalité marocaine afin de mesurer leurs impacts sur la performance de ces entreprises.

Section 2 : La sensibilité face à la pandémie.

Cette section comprend 6 questions servant à mesurer les différentes perceptions des répondants face à la pandémie.

Résultats et discussion :

f) Description de l'échantillon :

Attributs des interviewés	Age	Nombre d'année dans ce poste	Nombre de salariés sous encadrement	Sexe	Fonction
Abdelmajid	60	20	8	Homme	Directeur administratif et financier
Imane	30	4	3	Femme	Front office team leader
Ismail	31	5	4	Homme	Gérant
Sayouti	49	15	5	Homme	Directeur administratif et financier
Touria	34	6	2	Femme	Comptable

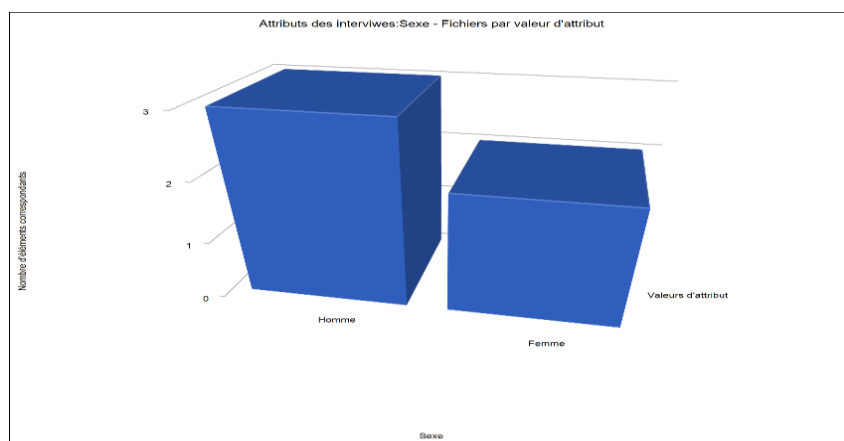


Figure . 1 La répartition des hommes et des femmes est de 40% de femmes contre 60% des hommes.

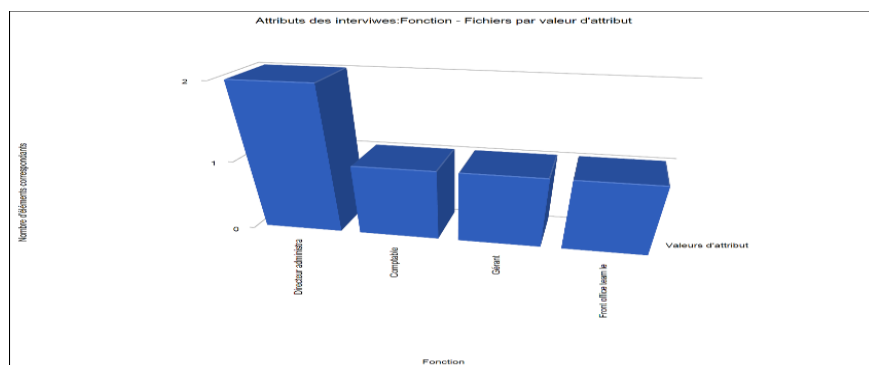


Figure . 2 moyenne d'âge est de 40,8 ans.

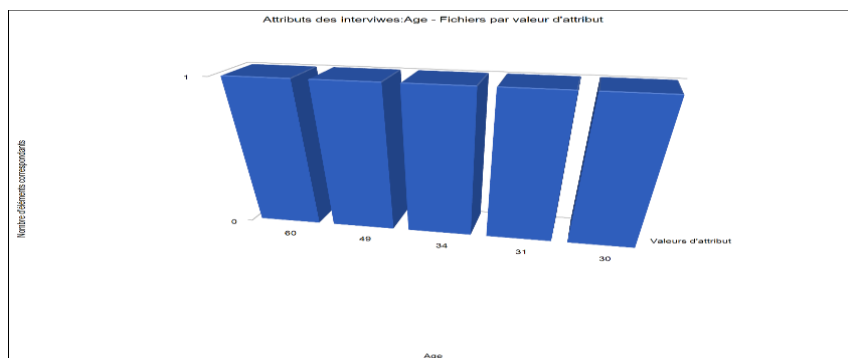
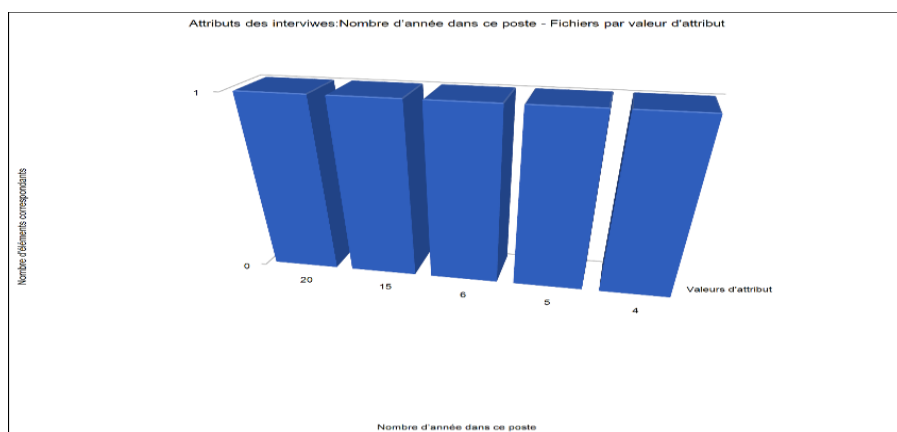


Figure. 3 Le nombre de directeur financier est de deux contre un gérant, un comptable, et un front office team leader.



La

Figure . 4 moyenne des nombres d'années en fonction est de 10.

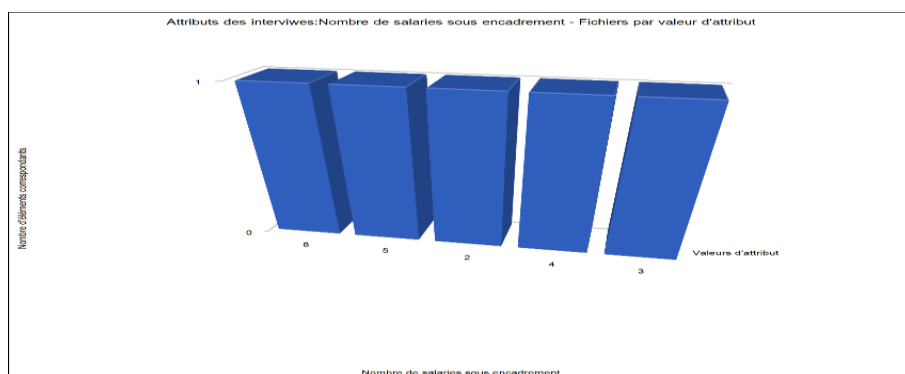


Figure . 5 La moyenne du nombre des salariés sous encadrement est de 4,4.

	A : déductibilité des dons	B : indemnité d'assistance allouée par une entreprise en difficulté	C : le report des déclarations fiscales	D : taux d'intérêt du compte courant d'associé	E : ces dispositions favorisent le développement	F : conséquences directes	G : conséquences indirectes	H : e durat la pa
1 : abdelmajid	On n'a pas effectué de dons.	On n'en a pas bénéficié	On n'en a pas bénéficié on a établi les déclarations à temps.	On n'a pas de compte courant d'associé.	Ils ne favorisent pas le développement	Augmentations des charges par exemple : masque, transport du personnel, agent de sécurité, gel.	Absentéisme de ouvriers.	Oui pas grand impact résultat l'entr vu sa
2 : Imane						Augmentation des charges sanitaires	Oui le congé maladie lie au Covid	Oui t y a clien qu'il pas restri
3 : Ismail	Non, on n'a pas effectué de dons	Non on n'a pas bénéficié de cette indemnité	On est une personne physique assujettie au régime du cpu.	Non on n'a pas de compte courant d'associé	On doit changer le caractère forfaitaire du régime de CPU. Ce système aide plus l'Etat puisqu'il met fin à l'informel.	Diminution du chiffre d'affaires de 50% à 60% Diminution de la marge du bénéfice puisque l'activité s'est orientée vers a l'emporter. Changement d'activité pour plusieurs investisseurs	Avoir besoin d'une autorisation auprès des établissements concernés pour pouvoir travailler et se déplacer.	Non puisc nous fond roule colos pour subv beso journ de l si l'inve peut vers secte comr secte sanit
4 : sayouti	On n'a pas donné de dons.	Je n'ai pas entendu parler de cette indemnité, on a réduit les salaires pour éviter le licenciement.	Le report des déficits a aidé parce qu'on on a pu payer l'import par tranche	Oui ça nous a aidé.	Au niveau de la continuation de l'activité des entreprises.	Diminution de l'activité et augmentation de quelques charges tel que le transport par exemple.	L'absentéisme des ouvriers.	On endig durat la cr pour entre qui saver s'ada

5 : touria	La plupart des entreprises avec qui en travail n'ont pas donné de dons.	Oui cette indemnité a été d'une grande aide aux entreprises en difficulté	Ce dispositif a été d'une grande utilité surtout que les entreprises n'ont pas pu établir leurs états de synthèse a temps.	Ce taux d'intérêt a été en faveur des entreprises qui possèdent un compte courant d'associe ainsi il y avait un décalage de quelques mois pour le paiement de ces intérêts.	Ces dispositions aident les entreprises à garder leur activité en marche.	Les conséquences directes on peut citer la chute de l'activité.	Oui l'absentéisme.	Oui s'ada
------------	---	---	--	---	---	---	--------------------	-----------

g- Analyse des entretiens par Nvivo :

L'analyse par Nvivo a permis de visualiser les différentes interventions des intervenants. Pour les allègements fiscaux 50% des intervenants étaient d'accord que l'intervention de l'Etat a allégé la trésorerie des entreprises contre 50%.

En ce qui concerne la sensibilité face à la pandémie, tous les intervenants se sont mis d'accord que la baisse du niveau de l'activité et le taux élevé de l'absentéisme étaient les conséquences les plus observées.

90% des intervenants étaient d'accord que même en situation de crise sanitaire l'activité des entreprises peut continuer si on arrive à s'y adapter.

40% des intervenants ont annoncé que les facteurs clé de cette loi étaient le plan relance industriel, l'oxygène et les reports des déclarations fiscales. De même, ces intervenants souhaitent que ces deux facteurs durent dans le temps comme allègements post pandémie.

g- Discussion :

i) Attitude des entreprises envers les allègements fiscaux.

Qu'ils soient sous forme de plan de relance ou d'exonération les allègements fiscaux ont été d'une aide majeure aux entreprises en difficulté, avec un pourcentage de 50% d'intervenants qui sont pour l'instauration d'autres mesures fiscales, l'état marocain se voit ainsi dans l'obligation de répondre aux attentes de ces concitoyens.

Pour ce qui est du plan relance damane oxygene, l'utilité de ce programme était de fournir une aide sous forme de crédit afin d'alléger la situation de la trésorerie des entreprises dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 500 millions de dirhams avec une possibilité de report des mensualités. Ainsi, les prêts ont atteint 9000 prêts d'un montant total dépassant 3,7 milliards de dirhams, dont 124 ont été rejetés, soit moins de 1,5%.¹⁰

En ce qui concerne les dons qui ont le caractère d'une charge déductible avec la possibilité de les étaler sur plusieurs exercices. La plupart des entreprises interviewées n'ont pas effectué de dons au « fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus ».

Pour l'indemnité d'assistance allouée plafonnée à 50 % du salaire net imposable et exonérée offerte aux entreprises en difficulté la plupart des interviewés ont omis avoir bénéficié de ce dispositif.

Le changement du taux d'intérêt du compte courant d'associé vers 2,19 a permis aux bailleurs de fonds à venir en aide à leur société et ainsi alléger la trésorerie de leurs entreprises.

Le report des déclarations fiscales a été une mesure importante dont ont bénéficié la plupart des entreprises interviewées ce qui a permis à ces entreprises de décaler leurs déclarations d'un trimestre ou deux, ainsi cela a réduit l'impact de la crise sur l'activité de ces entreprises.

ii) La sensibilité face à la pandémie

Les conséquences directes de la pandémie se réduisent en une baisse de l'activité et l'augmentation des charges liées au transport et aux besoins sanitaires. Pour les conséquences indirectes le facteur majeur est l'absentéisme et les congés maladie.

La plupart des entreprises interviewées se mettent d'accord sur le fait que le dispositif qui favorise le plus le développement est celui du report des déclarations fiscales et s'y ajoute le processus damane oxygene. Ces deux dispositifs allègent le plus la situation critique de la trésorerie des ces entreprises vu la baisse de l'activité et l'augmentation des charges.

¹⁰ Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, Mesures financières et économiques prises par notre pays pour faire face à la crise causée par la pandémie du Covid-19 :Axes d'intervention de M. le Ministre devant la chambre des représentants.

Certes, pour les personnes dont l'activité est liée au fast food, les interviewes se mettent d'accord qu'ils ne peuvent pas endiguer durablement la crise car ils auront besoin d'un fond de roulement colossal pour pouvoir supporter toutes les charges journalières.

Par contre, pour les grandes entreprises endiguer la crise ne pose pas de problème vu leur taille (certains nous en révèlent que le chiffre d'affaires n'a pas été impacté par la crise), en plus ils se mettent tous d'accord sur le fait qu'ils peuvent s'y adapter à tout changement.

Enfin, parmi les changements que les entreprises veulent voir futurément, tout d'abord le remboursement de la tva pour les grandes entreprises, parce que les processus de remboursement actuel sont défaillants (certaines entreprises doivent à l'état des montants de 2 milliards de dirhams). Ensuite pour les personnes physiques soumis au régime du CPU, le caractère forfaitaire de ce régime leur pose problèmes car il met en avant les gros investisseurs au profit des plus petits en ce qui concerne surtout le quota lié à la location.

Conclusion et limites de la recherche :

Il ressort clairement que les allègements fiscaux établis par l'état marocains en cette période de crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus ont eu un impact positif sur la trésorerie des entreprises, cela a allégé la situation financière de plusieurs entreprises en dépit de leur taille, ce qui a permis à ces entreprises de poursuivre leurs activités.

Certes d'autres mesures s'avèrent nécessaires pour combler le vide existant en matière de remboursement de la tva et en ce tout ce qui concerne le nouveau régime dit du CPU.

De telles mesures ont été entreprises à l'échelle internationale tel que le report du déficit sur les exercices antérieurs et l'accélération du remboursement de la tva.

Annexes :

Le guide d'entretien :

Bonjour,

Je suis un étudiant doctorant en sciences de gestion à l'Ecole Nationale de Commerce et de Gestion de Settat, Université Hassan 1^{er}.

Je mène une étude auprès des entreprises marocaines sur la capacité des allègements fiscaux entrepris par l'état marocain à promouvoir la performance.

Aussi, je sollicite vivement votre collaboration pour m'aider à mener à terme ce projet.

Liste des questions :

Que peut-on dire des dispositions de la loi de finance 2021 pour venir en aide aux entreprises en difficulté ? à citer :

- **L'indemnité d'assistance allouée par une entreprise en difficulté**

- **La déductibilité des dons en argent ou en nature octroyés à certains organismes opérant dans l'intérêt général**
- **Taux d'intérêt déductible des comptes courants d'associés**
- **Plan de relance industrielle** : le dispositif de financement « DAMANE OXYGENE »
- **Le report du dépôt des déclarations fiscales jusqu'au 30 juin 2020**
- **Le report du paiement de la TVA mesure prise à l'international a-t-il des conséquences d'allègement de la pression sur la trésorerie ?**

Quel horizon pour la fin de la pandémie ? est-ce que vous souhaitiez avoir d'autres allègements ? post pandémie ?

Quel est le principal facteur clé en cette loi qui vous a le plus aidé ?

Quelles sont les conséquences directes de la pandémie ?

Y a-t-il des conséquences indirectes ?

À quel niveau ces dispositions favorisent-elles le développement ?

Selon votre expérience, peut-on (encore) endiguer durablement cette pandémie ?

REFERENCES

- Introduction à l'entretien semi-directif Recherches dirigées en géographie humaine Jean-Michel Decroly
- Les impôts au Maroc : Techniques et procédures, Mohamed Nmili, 7ème édition

Webographie :

- Covid 19 Dernières mesures fiscales au Maroc <https://www.gide.com/fr/actualites/covid-19-dernieres-mesures-fiscales-au-maroc>
- Covid 19 : mesures en faveur des entreprises au Maroc <https://cms.law/fr/mar/news-information/covid-19-mesures-en-faveur-des-entreprises-au-maroc>
- Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, Mesures financières et économiques prises par notre pays pour faire face à la crise causée par la pandémie du Covid-19 : Axes d'intervention de M. le Ministre devant la chambre des représentants. 27/04/2020
<http://www.finances.gov.ma/Publication/cabinet/2020/intervention-benchaaboun-parlement-covid19.pdf>
- Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, NOTE CIRCULAIRE N° 731 RELATIVE AUX DISPOSITIONS FISCALES DE LA LOI DE FINANCES N° 65-20 POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2021.
<https://www.finances.gov.ma/Publication/dgi/2021/nc731-lf2021.pdf>

- Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, 31/03/2020
Circulaire MEFRA -EEP COVID19 VERSION FRANCAISE
Mesures d'accompagnement au profit des Etablissements et Entreprises Publics pour assurer des souplesses dans la gestion pendant la période de l'état d'urgence sanitaire liée à la Pandémie du coronavirus « #COVID19 » 31/03/2020
<http://www.finances.gov.ma/Publication/depp/2020/circulaire%20MEFRA%20-EET%20COVID19%20VERSION%20FRANCAISE.pdf>
- Les réponses de politiques fiscale et budgétaire à la crise du coronavirus : Accroître la confiance et la résilience Mis à jour le 19 mai 2020
<https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/les-reponses-de-politiques-fiscale-et-budgetaire-a-la-crise-du-coronavirus-accroitre-la-confiance-et-la-resilience-32128119/>
- Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, 22/04/2020
Note circulaire : Traitement fiscal de l'indemnité d'assistance allouée par une entreprise en difficulté, au personnel en arrêt temporaire du travail. 22/04/2020
<http://www.finances.gov.ma/Publication/dgi/2020/circulaire-traitement-fisc-arret.pdf>
-